MERCREDI 30 NOVEMBRE 1836.

GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE

18 fr. pour trois mois;
36 fr. pour six mois;
72 fr. pour l'année.ON S'ABONNE A PARIS,
AU BUREAU DU JOURNAL,
Quai aux Fleurs, n° 11.
Les Lettres et Paquets doivent être affranchis.

JUSTICE CIVILE.

COUR ROYALE DE PARIS (première chambre.)

(Présidence de M. Séguier, premier président.)

Audience du 29 novembre 1836.

GARANTIE SIMPLE. — DEMANDEUR EN GARANTIE MIS HORS DE CAUSE. — CONDAMNATION DU DÉFENDEUR ENVERS LE DEMANDEUR PRINCIPAL. — En garantie simple, le défendeur en garantie, reconnu seul responsable du préjudice qui donne lieu à la demande principale, peut-il, le défendeur à cette demande étant mis hors de cause, être condamné directement envers le demandeur principal? (Oui.)

Le sieur Michallet avait loué de M. de Vergennes, propriétaire du passage du Pont-Neuf, le droit de vendre exclusivement à tous autres dans ce passage ce qui concerne le commerce de papeterie, de tabletterie et de marchand de porcelaine. M. Pujol, en louant plusieurs boutiques dans le même passage, fut instruit de ce privilège par le propriétaire; et cependant il mit en vente, dans ces boutiques, des fournitures de bureau, tels que canifs, pelottes et autres, des nécessaires, des boîtes à thé, à jeux, et autres, des cartons à chapeaux et autres, enfin des cristaux et porcelaines, notamment des carafes, tasses et vases. M. Michallet se plaignit et assigna M. de Vergennes, son propriétaire, et M. de Vergennes assigna en garantie le sieur Pujol. Jugement intervint qui, prenant en considération le privilège accordé à Michallet et dont Pujol avait été suffisamment instruit, déclara ce dernier seul responsable, mit hors de cause M. de Vergennes et ordonna à Pujol de faire disparaître et cesser de vendre les objets que nous avons désignés plus haut.

M. Pujol a motivé d'abord sur un moyen de forme l'appel qu'il a interjeté de ce jugement. Suivant M^e Simon, son avocat, la demande principale ayant été formée par Michallet contre de Vergennes, et la demande en garantie par ce dernier contre Pujol, en sorte qu'aucunes conclusions n'avaient été prises par Michallet contre Pujol, aucune condamnation directe ne pouvait intervenir contre Pujol au profit de Michallet. Il résulte en effet de l'art. 183 du Code de procédure civile, qu'en matière de garantie simple, le garant ne peut être substitué à celui qui l'appelle en garantie, et doit rester en cause.

Au fond l'avocat affirme que son client ne tient ni fournitures de bureau ni boîtes à jeu, ni porcelaines ou cristaux; il établit qu'il y a distinction à faire entre la tabletterie et l'ébénisterie fine, et comprend dans les produits de cette dernière industrie, les pelottes et boîtes à thé que vend M. Pujol. Quant aux cartons à chapeaux, M. Pujol est chapelier, et ces cartons là sont l'indispensable accessoire des objets qui sont la principale fabrication de M. Pujol.

Sur la plaidoirie de M^e Baroche, avocat de Michallet, la Cour a rendu son arrêt en ces termes :

« La Cour, considérant que de Vergennes, loin d'avoir autorisé Pujol à faire un commerce préjudiciable aux droits de Michallet, lui a fait connaître ses droits :

« Que Pujol ayant été mis en cause, et étant seul responsable de faits qui lui étaient personnels, a pu et dû seul être condamné à réparer le préjudice dont il était seul l'auteur;

« Sans s'arrêter à la fin de non recevoir; adoptant au fond les motifs des premiers juges, confirme le jugement, et néanmoins autorise Pujol à vendre les cartons à chapeaux; le condamne aux trois quarts des dépens d'appel, condamne Michallet au dernier quart de ces dépens. »

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR DE CASSATION (chambre criminelle.)

(Présidence de M. Choppin d'Arnouville.)

Audience du 25 novembre.

PRÉVENU. — NULLITÉ DE LA CITATION. — RESPONSABILITÉ CIVILE. — Lorsque la citation donnée au prévenu est déclarée nulle, le jugement qui prononce cette nullité peut-il statuer sur le fait de responsabilité civile, si le civilement responsable a été régulièrement cité? (Rés. nég.)

Ce jugement peut-il déclarer qu'il n'y a lieu de procéder sur la réparation civile, puisqu'il n'y a pas de délinquant? (Rés. nég.)

Le 13 juillet 1835, le nommé Alexis, domestique du baron de Bock, et son maître comme civilement responsable, ont été cités devant le Tribunal de simple police du canton de l'Île-Bouchard; le premier, pour avoir laissé à l'abandon, le 2 du même mois, dans les rues de ladite ville, la voiture qu'il conduisait, sans se tenir constamment à côté des ânes qui s'y trouvaient attelés, et, en les faisant courir au galop, failli faire passer cette voiture et ces animaux sur le corps d'un enfant; contravention prévue par les numéros 3 et 4 de l'art. 475 du Code pénal et 2 du règlement local de police du 2 mars 1836.

Le baron de Bock s'est présenté seul sur cette citation, et en a demandé l'annulation, attendu qu'il a deux domestiques du même prénom; que le prévenu n'ayant pas été assigné sous son nom, il ne peut savoir auquel des deux elle s'applique.

Le 29 octobre intervient un jugement qui, statuant sur la poursuite, déclare nulles les citations, soit à Alexis, soit aux Alexis domestiques du baron de Bock; dit qu'il n'y a lieu de prononcer aucune condamnation contre eux, et renvoie le baron de Bock des demandes en réparation civile formées contre lui, parce que le prévenu n'est pas clairement désigné dans ces citations; qu'en supposant les faits constants, la prévention ne reposerait que sur un motif que l'on peut regarder comme bien léger, puisqu'il est reconnu qu'il n'a été éprouvé aucun dommage, qu'il est même justifié par l'enquête que le prétendu contrevenant, qui était proche de sa charrette, accourut prendre les guides de ses ânes, ce qui, dans l'espérance, était une satisfaction suffisante, aux termes de l'art. 179 de l'ordonnance du 29 octobre 1820; que d'ailleurs ne peut exister responsable civil sans délinquant.

Pourvoi en cassation contre ce jugement. La Cour a statué en ces termes :

« Oui le rapport de M. le conseiller Rives et les conclusions de M. l'avocat-général Hébert;

« Vu les articles 408 et 413 du Code d'instruction criminelle, en exécution desquels doivent être annulés tous les arrêts ou jugements en dernier ressort qui contiennent une violation des règles de la compétence;

» Ensemble les art. 1 et 3 du même Code;

» Attendu en fait, que le jugement dénoncé après avoir déclaré nulles et non avenues les citations données au prévenu, parce qu'elles ne l'ont pas suffisamment désigné pour le mettre légalement en demeure de comparaître et de se défendre, décide qu'il n'y a lieu de prononcer aucune condamnation contre lui, et que le ministère public est tout à la fois non recevable et mal fondé dans l'action en responsabilité civile par lui exercée contre le maître du contrevenant;

» Attendu, en droit, que le Tribunal de simple police qui a rendu ce jugement, était incompétent aux termes des articles 1 et 3 du Code précité pour statuer au fond relativement à la partie civilement responsable de la contravention dont il s'agit, par cela même que l'auteur de cette contravention lui paraissait n'avoir pas été valablement cité;

» Qu'il devait donc, en annulant les citations données à celui-ci, se borner à déclarer son incompétence à l'égard de l'action en réparation civile du fait qui lui est imputé;

» D'où il résulte qu'en procédant comme il l'a fait, ce Tribunal a commis une violation expresse des dispositions ci-dessus visées;

» En conséquence, la Cour, faisant droit au pourvoi, casse et annule.»

COUR D'ASSISES DE L'AVEYRON.

(Correspondance particulière.)

PRÉSIDENT DE M. CASTELNAU. — Audiences des 14 et 15 novembre.

EMPOISONNEMENT. — CAS DE MÉDECINE LÉGALE.

Marie Vezins, âgée de 28 ans, née à Coussergues, canton de Laisac, arrondissement de Milhau, est accusée d'avoir empoisonné Antoine Aliquot, fils d'Antoine Aliquot, son mari, né d'un premier mariage.

Le 12 février 1836, Antoine Aliquot, de Coussergues, père d'un enfant âgé de huit ans environ, qu'il avait eu de sa première femme, épousa en secondes noces Marie Vezins avec laquelle il entretenait depuis long-temps les relations les plus intimes. Immédiatement après le mariage, Antoine Aliquot quitta sa maison pour aller habiter celle de son beau-père. Jusqu'au 5 avril, l'enfant, bien que d'une faible complexion, jouit d'une bonne santé. Mais le 5 avril, au soir, ayant mangé de la soupe chez sa belle-mère, il trouva que cet aliment avait un saveur amère qu'il comparait à celle de la suie. Bientôt il fut pris par des vomissements qui se répétèrent les trois jours suivants. Le 8 avril au soir, Aliquot fils s'éteignit sans vives douleurs, sans cris, sans convulsions. La rapidité de cette mort étonna, et la clameur publique murmura le mot d'empoisonnement.

Le cadavre de l'enfant fut exhumé dix jours après l'enterrement, par MM. de Boubal et Roqueplo, médecins. Leur rapport constata que la langue, le palais, le pharynx, la face extérieure des joues, l'œsophage, le poulmon, le cœur, le larynx, la trachée-artère, les bronches, et la presque totalité des organes étaient sains et dans l'état normal. Les altérations organiques se bornaient à une légère injection de la luette, une inflammation peu prononcée à la surface interne des gros intestins, et enfin, vers le grand cul-de-sac de l'estomac, sur la face postérieure, quelques taches de couleur noirâtre. Toutes les taches réunies auraient présenté une surface d'un demi-pouce de diamètre. Les médecins trouvèrent de plus dans les intestins une grande quantité de globules de mercure à l'état métallique, mêlés aux matières stercorales, et des paquets de vers culombrics. Sans pouvoir déclarer que la mort provenait d'un empoisonnement jusqu'à l'analyse des matières de l'estomac et des intestins, ils conclurent que la mort devait être attribuée aux altérations organiques trouvées dans la membrane interne de l'estomac.

Les chimistes ayant analysé les matières du tube digestif, reconnurent l'existence d'une préparation cuivreuse. Cette conclusion fut déterminée par la coloration en rouge-jaunâtre d'une lame de fer bien décapée, plongée dans la dissolution provenant de ces matières, et par un précipité brun-marron obtenu avec l'hydrocyanate ferruré de potasse. Ils essayèrent d'autres réactifs, l'ammoniaque, la potasse, l'acide hydro-sulfurique, l'hydro-sulfate de potasse, le nitrate d'argent, mais ils n'obtinrent aucun précipité avec les quatre premiers, et avec le cinquième un précipité de chlorure d'argent. Ils pensèrent devoir attribuer ce résultat négatif à la petite quantité de sel cuivreux qui se trouvait dans la dissolution, et regardèrent comme concluante l'expérience de la lame de fer. Le sel cuivreux était ainsi considéré comme la cause des altérations organiques qui avaient amené la mort. Ils constatèrent également la présence d'une grande quantité de mercure à l'état métallique.

L'empoisonnement ainsi constaté, il ne fut pas difficile d'en trouver l'auteur. Marie Vezins était la belle-mère de l'enfant, elle le traitait en véritable marâtre, et n'avait pour cet enfant que des sentimens d'antipathie. Tout le jour, elle abandonnait l'enfant à lui-même, n'en prenait aucun soin : on l'avait même entendu dire, en parlant de son mari, que si elle avait un enfant de cet homme, elle l'étranglerait. Son immoralité bien notoire donnait du poids à cette parole. Son mariage n'avait pas rompu des relations criminelles avec un autre habitant du village. Seule elle avait intérêt à ce que cet enfant mourût. Les moyens qu'elle avait employés pour le faire périr étaient dévoilés par de nombreux témoignages. Peu de jours avant la mort de l'enfant, alors qu'il jouissait encore d'une bonne santé, se rendant à Saint-Geniès avec trois ou quatre filles de Coussergues, elle leur disait : « Dépêchez-vous; j'ai laissé cet enfant malade enfermé dans la maison, je veux arriver avant qu'il meure. » Et sur la réponse de ses compagnes qui lui disaient qu'une telle nouvelle les étonnait, puisqu'elles l'avaient vu la veille bien portant : « C'est égal, répliqua-t-elle, il vomit tout ce qu'il mange; s'il allait à dimanche, je serais bien étonnée. » Et un peu plus loin : « Il faut que j'achète un crêpe, car cet enfant ne peut aller loin. » Deux ou trois jours après l'enfant mourait.

Lors du même voyage, arrivée à Saint-Geniès, elle acheta, chez un pharmacien, du mercure à l'état métallique, de l'acide sulfurique, de l'acide nitrique, et probablement aussi du vert-de-gris,

et recommanda à une femme qui l'avait vue entrer chez le pharmacien, de lui garder le secret. Et plus tard, lorsque les soupçons planaient sur elle, Marie Vezins reprocha à cette femme d'avoir parlé.

Le même jour, de retour à sa maison, appelant une parente du fils Aliquot : « Tu auras bientôt un deuil à faire, lui dit-elle, Aliquot va mourir. » Nul indice assez grave ne justifiait cette prédiction. Le soir, le père de l'enfant témoigna le désir d'appeler un médecin. « C'est inutile, répliqua la femme, tout le monde dit que cet enfant ne sera jamais un grand suisse. » Et nul médecin ne fut appelé.

Pour dernière charge et la plus grave peut-être, c'est que lorsque les autorités judiciaires se transportèrent à Coussergues pour arrêter Marie Vezins, le soir même on trouva dans la rue sous sa fenêtre une quantité notable de vert-de-gris mêlé à des cendres; et l'accusée avouait que lorsque l'enfant vomissait, elle balayait dans les cendres du foyer les matières vomies.

Ces paroles, ces démarches, ces faits fortifiaient l'accusation qui a été soutenue par M. Grailh, et suppléait à ce que laissait peut-être à désirer la matérialité du crime. Aussi, malgré les efforts de M^e Duval, son défenseur, Marie Vezins déclarée coupable d'empoisonnement, mais avec circonstances atténuantes, a été condamnée à 20 ans de travaux forcés et à l'exposition.

La femme Aliquot a conservé durant tout le cours des débats un calme et un sang-froid remarquables. Sa condamnation n'a rien changé à son impassibilité.

Résumé statistique du 4^e trimestre de 1836.

Douze accusations; treize accusés.

Sur les treize accusés, neuf ont été condamnés, savoir :

Travaux forcés à perpétuité, meurtre, (Pierre Bez (Voir la Gazette des Tribunaux du 19 novembre 1836.) — 20 ans de travaux forcés, empoisonnement, (Marie Vezins, femme Aliquot.) — 10 ans de reclusion, faux en matière de recrutement, (Jean Roques.) — 8 ans de reclusion, vol qualifié, (Pierre Franc.) — 5 ans de prison, faux témoignage, (Barthélemy Fabre.) — 5 ans de prison, vol simple, (Pierre Ressiguier.) — 2 ans de prison, vol qualifié, (Toussaint.) — 2 ans de prison, vol simple, (François Raynal.) — 15 mois de prison, volsimple, (Jean-Pierre Nègre.)

Classification des condamnés.

Sexe. 8 hommes et une femme. — Profession. 1 ancien militaire 1 meunier, 6 cultivateurs ou domestiques. — Instruction. 8 sans instruction, 1 sachant très-bien lire et écrire, sans avoir reçu une éducation soignée. — Age. Tous de 20 à 40 ans. — Domicile. Arrondissement de Milhau, 2; arrondissement de Villefranche, 1; Arrondissement de Ste-Affrique, 2; arrondissement d'Espalion, 1; arrondissement de Rodez, 2; étrangers au département, 1.

Le jury a admis des circonstances atténuantes pour tous les condamnés.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE TROYES.

(Présidence de M. Camusat-Descarès.)

Audience du 16 novembre.

OUTRAGE A LA PUDEUR. — SINGULIÈRES RÉCRIMINATIONS.

Quel est donc le mauvais génie qui répand, depuis quelque temps, son souffle empoisonné sur le département de l'Aube? A toutes nos audiences, il ne s'agit plus que d'outrages à la pudeur, d'entreprises amoureuses et d'autres délits du même genre. Le scandale coule à pleins bords; nos magistrats en gémissent, les hommes graves se déconcertent, la plume du journaliste tremble dans sa main et s'arrête quand il faut esquisser de pareils tableaux; mais le public, le malin public crie à l'écrivain trop réservé : « Ne craignez rien, allez toujours, et redites-nous ces chroniques judiciaires où les mœurs publiques viennent se réfléchir dans toute leur vérité. »

Gouget, de Messon, a-t-il dépassé les bornes de la galanterie avec la veuve Mignot, ou bien la veuve Mignot s'est-elle laissée entraîner à des démonstrations d'amour un peu trop vives envers Gouget, et furieuse de se voir dédaignée, a-t-elle voulu se venger par une plainte en police correctionnelle? Telle est la question qui s'agit aujourd'hui devant le Tribunal.

La physionomie de la plaignante et celle de l'accusé serviront beaucoup à l'éclaircir. Gouget est un gaillard vigoureux, d'assez bonne mine, n'ayant guère plus de quarante ans.

La veuve Mignot est âgée de plus de soixante ans; c'est une véritable momie égyptienne; sa peau jaune, semblable à un vieux parchemin, est collée sur sa figure osseuse, et ses joues diaphanes laissent presque voir à jour ses machoires démantelées. Un bonnet vert, pointu, orné d'une petite dentelle noire, duquel s'échappent de longues mèches de cheveux gris qui encadrent de la manière la plus pittoresque son visage sexagénaire, surmonte sa tête vénérable. Cependant, malgré les ravages que les années ont exercés sur des appas qui, s'il faut s'en rapporter à sa plainte, ont fait perdre la tête à Gouget, elle se tient droite, parle avec une volubilité à laquelle M. le président essaie vainement de mettre un frein, et lance, sur la victime qu'elle a traitée sur le banc des prévenus, un regard qui exprime la menace et l'ironie.

M. le président, à Gouget : Vous êtes prévenu d'avoir, le 4 septembre dernier, cherché à faire violence à la veuve Mignot, et de lui avoir causé une blessure à la jambe.

Gouget : J'étais dans l'écurie de la veuve Mignot, et je lui dis : « Voilà votre vache qui a la corne toute gercée et qu'elle est toute empiètrée; vous ferez bien d'y prendre garde... »

M. le président : Passons.

Gouget : Voilà que je me mets à l'aider à faire la toilette de la bête à cornes, et en même temps je lui dis : « Mère Mignot, prenez garde à votre vache ! »

M. le président : Encore un coup la vache n'est pas en cause. Occupez-vous de votre affaire. Vous êtes prévenu d'avoir cherché à faire violence à la plaignante.

Gouget : Bien pardon, s'il vous plait, ce n'est pas moi, c'est elle qui a voulu m'embrasser par force, je l'ai rebulée, et en la rebulant elle est tombée par terre, voilà tout.

M. le président : Votre explication me semble bien extraordinaire; mais nous allons entendre la femme Mignot.

La veuve Mignot : J'étais dans mon écurie, Gouget survient et m'entraîne jusqu'au fond, en cherchant à m'embrasser, et comme je faisais de la résistance, il m'a jetée par terre, et en tombant je me suis fait une blessure à la jambe qui m'a empêchée de marcher pendant plus de dix jours.

Gouget : Ah l'horreur de femme ! c'est elle qui a voulu me séduire.

La veuve Mignot, levant vers le ciel ses deux mains ridées : Ah Jésus ! sainte vierge Marie ! Peut-on dire de pareilles choses sur une femme comme moi ! Apprends, malheureux suborneur, que j'ai trouvé les meilleurs partis, et que je n'ai jamais voulu me remarier.

Gouget : Oui, c'est toi qui as voulu m'induire dans le vice !

La veuve Mignot, au comble de la fureur : Oh l'abomination ! Scélérat, je voudrais te voir à la bouche d'un canon pour le mal que tu m'as fait à la jambe et le tort que tu veux faire à ma réputation !

M. le président : Je vous engage à vous taire et à aller vous asseoir.

La veuve Mignot : Moi qui ai toujours été un modèle de prudence... Qui suis connue dans tout Messon par ma bonne conduite !

Malgré des invitations répétées, malgré les clameurs redoublées des huissiers-audienciers, la mère Mignot continue à vociférer et à agiter avec violence ses deux bras décharnés. Un gendarme parvient enfin à la faire taire en lui adressant l'allocution suivante : « Eh ! dites donc la vieille, est-ce vous qui présidez ici ? Asseyez-vous rapidement, je vous prie, et que ça finisse ! » A ces mots la plaignante se retire et va s'asseoir sur le banc des témoins, au milieu des rires de l'auditoire.

Le Tribunal, après avoir entendu plusieurs habitants de Messon, qui loin de fortifier la plainte de la mère Mignot, l'ont singulièrement affaiblie, M. Prévot, défenseur de Gouget, et M. Saillard, substitut du procureur du Roi, a renvoyé Gouget de la prévention.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE DOULLENS.

(Correspondance particulière.)

Audience du 24 novembre 1836.

NAISSANCE. — DÉCLARATION. — L'article 346 du Code pénal, qui prononce la peine de l'emprisonnement et une amende contre toute personne qui, ayant assisté à un accouchement, n'aura pas fait la déclaration de la naissance de l'enfant dans le délai de trois jours fixé par l'article 56 du Code civil, n'est pas applicable au père qui était absent au moment de l'accouchement, alors même qu'il est constant qu'il était rentré au domicile conjugal avant l'expiration des trois jours.

Le sieur Pruvot, de la commune de Varennes, était absent lors de l'accouchement de sa femme, au mois d'octobre dernier; mais il rentra chez lui le lendemain. S'il faut l'en croire, il aurait envoyé déclarer, à son arrivée, la naissance de l'enfant à M. le maire. Néanmoins, un procès-verbal de ce fonctionnaire atteste que Pruvot ne s'est point présenté devant lui dans le délai légal, pour faire cette déclaration. Il a été traduit, à cette occasion, en police correctionnelle, et M. le procureur du Roi a requis contre lui l'application de l'article 346 du Code pénal. Ce magistrat a pensé que cet article était la sanction de l'article 56 du Code civil; que ce dernier article obligeait le père à déclarer la naissance de l'enfant, sans subordonner cette obligation à sa présence à l'accouchement; qu'il suffisait que le père fût présent au domicile conjugal dans le délai de trois jours, fixé par l'article 53 du Code civil, pour être obligé à faire la déclaration de naissance; que si on le décidait autrement, l'article 56 serait dépourvu de sanction, puisqu'il suffirait au père de s'absenter du domicile conjugal au moment de l'accouchement, sauf à y rentrer immédiatement après, pour s'affranchir de l'obligation que la loi lui impose; qu'enfin, dans l'esprit du Code civil et du Code pénal, la nécessité de la présence à l'accouchement, pour que la peine pût être encourue, n'était requise que pour les personnes désignées en l'article 56, autres que le père.

Aux arguments du ministère public, Pruvot a opposé sa bonne foi; il a cru avoir satisfait à la loi, en envoyant prévenir le maire par une personne de sa maison, selon l'usage suivi dans les campagnes; il a prétendu que l'action intentée contre lui était le résultat de l'animosité du maire; enfin, se retranchant derrière la lettre de l'article 346 du Code pénal, il a soutenu que cet article ne punissait, pour défaut de déclaration de naissance, que les personnes qui avaient assisté à l'accouchement; qu'étant absent en ce moment de son domicile, il n'était pas dans le cas prévu par la loi. Ce dernier moyen de droit a été adopté par le jugement suivant :

« Considérant, en droit, que l'article 346 du Code pénal ne punit pour défaut de déclaration de la naissance d'un enfant dans le délai prescrit par l'art. 56 du Code civil, que les personnes qui ont assisté à l'accouchement; que si, aux termes de l'article 56 du Code civil, le père doit faire cette déclaration dans les trois jours, cette infraction de sa part à cette obligation n'est punissable aux termes de la loi, que s'il a assisté à l'accouchement, que le concours de cette dernière circonstance est nécessaire pour constituer le délit prévu par l'article 346 du Code pénal ;

» Considérant en fait que Pruvot était absent lors de l'accouchement de son épouse, qu'il n'est rentré que le lendemain au domicile conjugal; qu'ainsi le défaut de déclaration de sa part de la naissance de son enfant sans le concours de sa présence à l'accouchement ne constitue aucun délit ;

» Le renvoi de l'action intentée contre lui. »

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE SENLIS. (Oise.)

(Correspondance particulière.)

PRÉSIDENCE DE M. BOUCHERET, JUGE. — Audience du 9 novembre.

ESCROQUERIE. — SORCELLERIE.

Un sieur Vidé comparait aujourd'hui devant le Tribunal correctionnel, sous la prévention d'avoir obtenu de jeunes conscrits, par des manœuvres frauduleuses, différentes sommes d'argent, dans l'espérance de les faire exempter de la conscription.

Le premier témoin appelé est la mère d'un conscrit de 1834; elle déclare qu'une de ses connaissances lui ayant dit que son fils avait obtenu un bon numéro, et lui ayant assuré qu'elle le devait à une prière secrète qu'avait indiquée le prévenu, elle avait cru au pouvoir de cet homme, et l'avait fait appeler, et que lui ayant promis une somme de 100 fr. et un sac de blé, payables après le tirage, il s'était enfermé avec son fils, pour lui livrer son secret.

Le fils du témoin précédent fait à son tour une déposition à peu près semblable.

M. le président : Que vous a dit le prévenu lorsque vous vous êtes trouvé seul avec lui enfermé dans votre chambre ?

Le témoin, grand et fort gaillard, à l'air décidé, à la parole haute, jette un regard sur le prévenu; tout à coup il perd son assurance et hésite à répondre.

M. le président : Parlez.

Le témoin : Je ne sais pas... je ne m'en rappelle plus.

M. le président : Le prévenu ne vous a-t-il pas appris une prière ? quelle est-elle ?

Le témoin : Je ne me... rappelle plus.

Le prévenu, à voix basse : Alors ce n'est pas étonnant s'il a pris un mauvais numéro.

Le témoin : Ah ! voilà que je me rappelle la prière... c'est ça. (Avec vivacité, et du ton d'un enfant qui récite son catéchisme :) « Bénit soit le très saint sacrement de l'autel pour jamais. Dieu » préserve mon corps de la milice et de tous changemens de paroisse. » (On rit.)

M. le président : Quand devait être prononcée cette prière ?

Le prévenu : En prenant le numéro.

M. le président : Ne vous avait-il pas prescrit encore quelque chose ?

Le témoin : Oui, de mettre une pièce de six liards à croix, bien marquée, dans ma botte gauche.

M. le président : Ne vous a-t-il pas aussi recommandé de faire dire une messe et de brûler un cierge ?

Le témoin : Oui, Monsieur.

M. le président : Etes-vous allé à cette messe ?

Le témoin, reprenant son air d'esprit fort : Je ne m'en rappelle plus.

Aussitôt sa mère se lève et lui rappelle son serment.

Le témoin : Ah ! c'est vrai : nous y sommes allés ensemble.

M. le président : Quel numéro avez-vous eu ?

Le témoin : Le numéro 44.

Les dépositions des deux témoins suivans offrent peu d'intérêt; ce sont de jeunes ouvriers que Vidé est venu trouver et auxquels il a proposé son secret et ses prières, qu'ils ont regardé, disent-ils, comme des bêtises.

On appelle un autre témoin; c'est un gros garçon qui paraît rempli de respect pour le prévenu. Il se croit visiblement encore placé sous son pouvoir surnaturel.

M. le président : Que savez-vous ?

Le témoin : Je sais... rien.

M. le président : Il faut vous expliquer sur vos relations avec le prévenu.

Le témoin : Mais... j'ai déjà dit ça à un autre monsieur. (On rit.)

M. le président a beaucoup de peine à faire comprendre au témoin que sa déposition chez le juge d'instruction ne le dispense pas de déposer de nouveau à l'audience. Enfin il avoue être allé trouver Vidé sur sa réputation, et paraît tout étonné de n'avoir pas réussi, bien qu'il ait observé tout ce qui lui a été prescrit : il a amené le numéro 24, il en est encore tout étonné.

Le prévenu ne cherche pas à nier le fait, mais il se prétend de très bonne foi et plein de confiance dans les moyens qu'il avait indiqués. S'ils n'ont pas réussi c'est qu'ils n'ont pas été bien observés. « La prière, dit-il, fallait la dire sans changer un mot, sans quoi ça ne pouvait pas aller : ils n'ont pas bien dit la prière et ça a tout fait manquer.

» Voilà la prière telle qu'elle devait être dite :

» Bénit soit le très Saint-Sacrement de l'Autel à jamais.

» Dieu préserve mon corps de la milice et de tous changer de paroisse.

» Dieu d'Isaac, Dieu de Jacob, envoyez votre bon ange à mon secours. »

« Cette prière là je la tiens de mon grand-père, à son lit de mort; tant qu'à la pièce de six liards à croix, c'est pour empêcher la magie blanche. »

M. Dubouillon, substitut, soutient la prévention.

M. Descadillac présente la défense du prévenu. Il termine en cherchant à établir que Vidé, ne réclamant qu'une faible somme après le tirage pour ses prières, échappait à l'application de l'article 405 du Code pénal.

Cependant le Tribunal, admettant toutefois quelques circonstances atténuantes, a condamné Vidé à six mois d'emprisonnement et aux frais.

1^{er} CONSEIL DE GUERRE DE PARIS.

(Présidence de M. Évrard, colonel du 41^e régiment de ligne.)

Audience du 29 novembre 1836.

INSULTES ENVERS DES SUPÉRIEURS. — DÉSOBÉISSANCE.

Baudin, jeune artilleur du 1^{er} régiment, faisant partie d'un détachement envoyé en remonte, à Seez, se permit un jour de prendre l'un des chevaux nouvellement achetés et de faire une promenade dans la campagne. A son retour, on lui infligea huit jours de salle de police. Dans sa prison, Baudin brisa les vitrages pour se mettre en rapport avec des bourgeois qui lui faisaient passer des vivres. Un brigadier s'y étant opposé, le prisonnier l'injuria et le menaça; sur le rapport de ces faits, l'officier, commandant le détachement, condamna Baudin à quatre jours de cachot. Ce fut en vain que l'officier lui tint l'ordre d'obéir. Une scène déplorable eut lieu, voici comment l'officier lui-même l'a racontée à l'audience.

L'officier d'artillerie : Vers neuf heures du soir, entendant un grand bruit sous mes fenêtres, je descendis et je trouvai Baudin se colletant avec le maréchal-des-logis et le brigadier qu'il injuriait. Alors, moi, je le saisis par sa veste et je le sommai de me suivre, ce qu'il fit d'abord sans aucune résistance, mais à une cinquantaine de pas, il déclara qu'il n'irait pas plus loin. Je l'entraînai... Il se débattit et se jeta à terre, repoussant tout le monde avec violence. Nous parvînmes à le faire avancer de quelques pas... Il se jeta de nouveau à terre, il roula jusqu'à une certaine distance, il voulait nous faire tomber avec lui. Dans cet état, le voyant couché dans la rue, je crus devoir obtempérer à sa demande, de le laisser aller librement à la salle de police, sur sa parole. Arrivé, sans autre résistance jusques à la porte, il prit la fuite et nous échappa à la faveur de l'obscurité qui régnait dans cette partie de la ville.

M. le président, à l'officier : Vous auriez dû, Monsieur, ne pas saisir vous-même cet insubordonné; il fallait recourir à la gendarmerie, si vous n'aviez une garde suffisante à votre disposition.

L'officier : Je l'ai fait plus tard; et c'est à quatre heures du matin que Baudin a été ramené au quartier.

M. le président, au prévenu : Pourquoi n'avez-vous pas obéi aux ordres de vos supérieurs ?

Baudin : Parce qu'on voulait me faire marcher dans les rues comme si j'avais été un voleur. Je voulais être traité comme un soldat, non comme un infâme.

M. le président : Il paraît que votre conduite dans le régiment

n'est pas des meilleures, car votre état de punition présente en deux années un effectif de plus de quatre cents jours passés à la salle de police.

Le prévenu : Oh ! je n'ai pas tenu compte de tout ce qu'on m'a fait depuis que je suis dans ce corps. Mais toutes les fois que je me trouvais un tant soit peu en défaut de quelque chose, voilà que les punitions me pleuvaient sur le corps.

M. le président ordonne au greffier de lire les dépositions des témoins qui ont été entendus par commission rogatoire, et qui établissent la désobéissance de Baudin, tant à l'égard du brigadier, du maréchal-des-logis, que de l'officier.

M. Tugnot de Lanoye, commandant-rapporteur, abandonne l'accusation d'injures et de menaces envers supérieurs; mais il conclut à ce que Baudin soit déclaré coupable de désobéissance envers ses chefs.

Le défenseur ajoute quelques observations à celles du commandant-rapporteur sur le chef d'insultes et menaces, et s'en rapporte à la prudence du Conseil sur l'application de la peine en ce qui touche le délit de désobéissance.

Le Conseil se retire, et, après un quart d'heure de délibération, M. le président prononce le jugement qui déclare Baudin non coupable, à l'unanimité, sur le chef d'insultes et menaces envers un supérieur; mais le déclare, à l'unanimité, coupable de désobéissance.

En conséquence, vu l'art. 10 de la 4^{me} section de la loi du 12 mai 1793, ainsi conçu :

« Tout militaire qui sera convaincu de ne s'être pas conformé aux ordres de son supérieur, relatifs au service, sera destitué, mis pour un an en prison, et déclaré incapable de servir dans les armées de la République. Si c'est dans une affaire en présence de l'ennemi, le coupable sera puni de mort. »

Le Conseil condamne, à l'unanimité, le nommé Baudin à un an de prison, et le déclare incapable de servir dans les armées françaises, après avoir subi la peine prononcée par le présent jugement, et le condamne aux frais de la procédure.

Baudin, en entendant cette dernière partie du jugement qui le chasse de l'armée française, a paru stupéfait, s'est fortement récrié contre cette tache flétrissante, et a déclaré se pourvoir en révision. Quelques larmes ont coulé de ses yeux.

JUSTICE ADMINISTRATIVE.

CONSEIL D'ÉTAT.

(Présidence de M. Girod (de l'Ain).)

Séance du 18 novembre.

QUESTIONS NEUVES. — HALLES. — MARCHÉS. — TARIFS. — MODE D'EXPROPRIATION. — 1^o Les décisions ministérielles, qui autorisent la création de marchés ou la perception de droits pour stationnement sur la voie publique adjacente à une halle, peuvent-elles être attaquées par le propriétaire de la halle par la voie contentieuse? (Non.)

2^o Ces décisions sont-elles des actes purement administratifs qui ne peuvent entraver les droits conférés aux anciens propriétaires de halles par les lois des 15 — 28 mars; 12 — 20 août 1790? (Oui.)

3^o Après les lois des 22 frimaire et 28 pluviôse an VIII, qui séparent du pouvoir législatif tout ce que les lois de 1790 lui avaient attribué d'autorité administrative, qui, de l'administration supérieure ou des préfets, a hérité du droit de régler et de fixer le tarif des droits à percevoir sur les marchands qui fréquentent les halles et marchés? (C'est l'autorité centrale, le ministre.)

4^o Ces décisions ministérielles sont-elles susceptibles de recours au Conseil-d'Etat par la voie contentieuse? (Oui.)

5^o Sous prétexte quelles empêchent le propriétaire d'une halle de tirer de sa chose le produit qu'il en retirait, peut-on demander le renvoi à l'autorité judiciaire, prétendant que l'annulation d'un tarif est une expropriation? (Non.)

6^o L'expropriation, pour cause d'utilité publique, des halles et marchés appartenant à des particuliers, devrait-elle être suivie, d'après les règles générales et communes à toute espèce d'expropriation, conformément à la loi du 7 juillet 1833? (Oui.)

7^o Une commune peut-elle intervenir dans un pourvoi où se discutent de pareilles questions? (Oui.)

Ces questions graves dont la troisième et la sixième surtout n'avaient jamais été soulevées, et qui intéressent au plus haut point la prospérité des communes qui peuvent retirer le plus grand profit de Halles et marchés qu'elles établissent, ou de droits qu'elles peuvent percevoir pour le stationnement des marchands forains sur la voie publique, ont été résolues par le Conseil après avoir entendu M. Ripault pour les propriétaires des anciennes Halles de la commune de Routot, et M. Beaucousin pour la commune.

Cette décision importante a été rendue conformément aux conclusions de M. Marchand, maître des requêtes, remplissant les fonctions du ministère public.

En fait, la commune de Routot et les propriétaires des Halles qui représentaient les anciens seigneurs de Routot, n'ayant pu s'entendre ni sur la vente, ni sur la location des Halles, le 11 brumaire an XIII, le préfet avait établi un tarif au profit des propriétaires, sur les marchands qui fréquentaient le marché de Routot; la commune avait attaqué cet arrêté du préfet comme entaché d'excès de pouvoir, et avait demandé la création d'un second marché sur un terrain communal; le ministre avait admis en entier la demande de la commune, et c'était contre cette décision ministérielle que s'étaient pourvus les propriétaires des Halles.

Voici le texte de la décision du Conseil :

« Sur la demande en intervention de la commune de Routot ;

» Considérant que la commune de Routot a intérêt au pourvoi formé par les sieurs Vicquelin et sieur et dame Levacher, et qu'il y a lieu dès lors d'admettre son intervention ;

» Sur la décision attaquée :

» En ce qui touche la disposition de cette décision par laquelle notre ministre du commerce et des travaux publics a autorisé la commune de Routot à percevoir des droits de location de places sur des chemins et terrains communaux adjacents aux anciennes halles et marchés ;

» Considérant que les mesures arrêtées par l'administration supérieure concernant l'établissement et la circonscription des marchés, sont des actes d'intérêt général et de pure administration qui ne peuvent nous être déférés en notre Conseil-d'Etat par la voie contentieuse, et que les lois des 15-28 mars, et 12-20 août 1790, n'ont conféré aux anciens propriétaires de halles aucun droit qui fasse obstacle à l'exercice du pouvoir conféré à l'administration en cette matière ;

» En ce qui touche la disposition par laquelle notre ministre du commerce et des travaux publics a annulé l'arrêté du préfet de l'Eure du 11 brumaire an XIII, portant approbation du tarif des droits à percevoir sur les anciennes halles de la dite commune ;

» Sur la compétence ;

» Considérant qu'aux termes des lois des 15-28 mars et 12-20 août 1790, les tarifs à établir lorsque les communes et les propriétaires s'accordent, les uns à ne pas vouloir acheter et les anciennes halles, les

autres, à ne vouloir ni louer ni vendre, doivent être arrêtés par l'administration supérieure, substituée pour cet objet depuis les lois des 22 frimaire et 28 pluviôse an VIII, au corps législatif désigné dans les dites lois de 1790;

» Que les mesures relatives aux dits tarifs, et ayant pour objet de les modifier ou de les annuler, appartiennent également à l'autorité administrative, sauf recours par la voie contentieuse en cas de lésion de droits privés;

» D'où il suit que notre ministre du commerce et des travaux publics était compétent pour rendre la décision attaquée, et que le recours dirigé contre sa décision par les anciens propriétaires des halles de Routot, en leur dite qualité de propriétaires, a pu être portée devant nous par la voie contentieuse;

» Sur les conclusions tendant au renvoi devant les Tribunaux;

» Considérant qu'il s'agit de ce qui précède qu'à l'autorité administrative seule il appartient de connaître du débat dont il s'agit;

» Au fond,

» Considérant que l'arrêté pris par le préfet de l'Eure, le 11 brumaire an XIII, à l'effet de fixer le tarif des droits à percevoir sur les halles de Routot, n'avait point reçu l'approbation de l'autorité supérieure, et que c'est avec raison que, par la décision attaquée, notre ministre du commerce et des travaux publics en a fait cesser l'exécution;

» Qu'il était appelé seulement à statuer sur le mérite du tarif, et que, d'après l'état de l'instruction, en l'absence d'un accord justifié entre la commune et le sieur Vicquelin et consorts, à l'effet d'établir un nouveau tarif, la décision attaquée a dû se borner, comme elle l'a fait, à réserver aux parties la faculté de procéder à la location desdites halles et au réajustement des conditions de cette location par la voie administrative dans les termes des lois des 15-28 mars, et 12-20 août 1790, et en cas d'option du propriétaire pour la vente, de procéder à la fixation du prix de ladite vente, dans les formes de la loi du 7 juillet 1833;

» Article 1^{er}. La requête en intervention de la commune de Routot est admise.

» Art. 2. La requête du sieur Vicquelin et consorts est rejetée, sauf aux parties à se pourvoir ainsi qu'elles aviseront.

» Art. 3. Le sieur Vicquelin et consorts sont condamnés aux dépens.

CHRONIQUE.

DÉPARTEMENTS.

— RENNES, 26 novembre. — Dans la Gazette des Tribunaux d'hier, nous avons rapporté l'incident soulevé à l'occasion de la plaidoirie de M^e Taillandier, qui, défendant un accusé, avait cru devoir avertir les jurés que s'ils n'admettaient pas de circonstances atténuantes, ils exposaient son client à subir la peine de vingt ans de travaux forcés. M^e Taillandier ayant persisté à soutenir qu'en parlant de la peine, il n'avait fait qu'user d'un droit et même que remplir un devoir, la Cour, sur la demande de M^e Taillandier, avait continué la cause à aujourd'hui pour statuer sur les réquisitions du ministère public.

M. Piou, substitut du procureur-général, après avoir rappelé les arrêts de la Cour de cassation des 31 mars 1825, 8 décembre 1826, 20 mai 1831, et surtout celui du 25 mars 1836, rendu sur les conclusions conformes de M. le procureur-général Dupin, a soutenu que l'avocat en parlant au jury de la peine qui menace l'accusé, avait contrevenu aux articles 342 et 311 du Code d'instruction criminelle, et détruit la division des pouvoirs du jury et de la Cour.

M^e Taillandier, prenant la parole, a expliqué que sa conduite n'avait été que le résultat d'une profonde conviction de son droit; qu'en tous cas il espérait bien que la Cour, qui ne doutait pas de la pureté de ses intentions, ne voudrait pas ternir son avenir par l'application d'une peine disciplinaire au moment où il demandait à être inscrit sur le tableau de l'Ordre.

M^e Jehanne, qui assistait son jeune confrère, a déclaré, que lui aussi, dans sa conviction, il pensait que l'avocat avait le droit d'entretenir les jurés de la peine que devait entraîner leur verdict. Les criminalistes les plus célèbres ont professé cette opinion. M. Berenger, dans son traité de législation criminelle, s'exprime ainsi :

« Une seule chose est interdite à l'accusé, c'est de parler contre le principe de la morale... Si le défenseur perd l'espoir de justifier son client, il l'excusera encore... et dira tout ce qu'il jugera pouvoir intéresser en sa faveur.

« La disproportion qui existe quelquefois entre les peines et certains crimes sera pour lui un dernier moyen que son éloquence ne laissera point échapper; il peindra donc, avec des couleurs vives et touchantes, les horreurs du supplice prononcé par les lois.

« Je le sais, il est des magistrats qui se croient obligés d'interdire à l'orateur ces tableaux attendrissants dont l'effet peut être si rapide. Mais, pourrait dire l'accusé, votre dessein est de me punir, et vous me refusez de vous montrer les instrumens avec lesquels vous allez me frapper; vous voulez me précipiter dans un abîme, et vous me défendez de vous en faire mesurer la profondeur! Oter à un avocat la faculté de dire pour son client tout ce que celui-ci dirait lui-même, c'est manifester la crainte barbare que l'accusé n'échappe, et faire douter que le châtement qu'on lui prépare soit mérité. »

La Cour, après des répliques respectives, a remis au mardi 29 pour la prononciation de l'arrêt.

PARIS, 29 NOVEMBRE.

— M. Letellier (Louis-Albert), nommé juge-supplémentaire à Joigny, en remplacement de M. Letellier (François-Dominique-Auguste), démissionnaire, a prêté serment en cette qualité devant la 1^{re} chambre de la Cour royale.

— M^{me} veuve Monteret est plus que doublement majeure; elle a 54 ans; elle est mère de trois filles, dont la plus jeune a passé 25 ans, et cependant elle pense à contracter un second mariage. M. et M^{me} Cousin, ses père et mère, taxent de folie la passion de M^{me} Monteret pour le sieur Bellavoine, jeune homme de 26 ans, qui, d'ailleurs, suivant eux, est un garçon de ferme, sans éducation et sans fortune, et ne fait ici qu'une spéculation sur la position distinguée qu'occupe la future. La conviction de M. et M^{me} Cousin sur ce point est si complète, qu'ils ont formé opposition au mariage projeté; mais cette conviction n'a pas passé dans l'esprit du Tribunal de première instance de Paris, qui a déclaré nulle l'opposition, comme non fondée ni en fait ni en droit.

M. et M^{me} Cousin avaient interjeté appel; mais, après avoir laissé prendre un arrêt par défaut qui, le 20 octobre dernier, a confirmé le jugement, ils n'ont pas fait présenter d'avocat pour soutenir l'opposition par eux formée à cet arrêt.

M^e Bethmont a seul exposé, pour M^{me} Monteret, les faits qui précédent, et fait observer que le sieur Bellavoine était, non pas un garçon de ferme, mais fils de cultivateur et cultivateur lui-même.

M. le premier président Séguier : Nous voyons dans les conclusions de M. et M^{me} Cousin qu'ils attribuent le projet de leur fille à la démenche, à la captation, à la violence.

M^e Bethmont : Rien de tout cela n'est exact. Un père qui s'oppose au mariage de sa fille ne manque jamais de dire qu'il y a dé-

mence à résister à sa volonté; quant à la captation et à la violence, il n'y en a pas d'autre entre les futurs que la vivacité réciproque de leur passion, qui n'a rien que de conforme aux convenances, puisqu'elle aboutit à leur hymen.

Sur les conclusions conformes de M. Montsarrat, substitut de M. le procureur-général, la Cour a débouté purement et simplement M. et M^{me} Cousin de leur opposition à l'arrêt par défaut.

M^{me} Monteret peut désormais ne pas perdre de temps pour réaliser le projet qui paraît l'occuper fortement, et pour lequel elle ne devait pas peut-être s'attendre à de telles entraves.

— Le débat entre M^{me} Appert et son père est aussi une opposition formée par ce dernier au mariage que desire contracter cette demoiselle avec un sieur Boiteux, qui paraît également fort d'accord avec elle sur ce point.

M^{lle} Clotilde Appert a 22 ans; son père est ancien marchand de bois, ancien juge au Tribunal de commerce de Sainte-Menehould; il a quelque fortune et suppose que la cupidité seule allume les feux du jeune Boiteux, qui, dit-il, est simple ouvrier maréchal-ferrant : M^{lle} Appert, qui a reçu une bonne éducation, doit, suivant lui, prétendre à un meilleur parti. Celle-ci proteste, au contraire, que les vus de Boiteux sont la suite d'une amitié d'enfance et fondées sur les plus purs sentimens. Des scènes assez violentes ont éclaté au sein de la famille Appert par suite des refus du père; la jeune personne a quitté le domicile paternel, chassée, dit-elle, par M. Appert, et, d'après le dire de ce dernier, de son plein gré, pour se rendre d'abord au domicile du père et de la mère de Boiteux, où elle est restée pendant deux jours, ensuite chez M^{me} Picard-Appert, sa cousine et sa marraine, avec qui M. Appert est au plus mal, et enfin dans une caserne de gendarmerie, chez la femme d'un gendarme, d'où il a fallu l'arracher en quelque sorte par l'autorité du lieutenant qui y commandait. De cet état de choses il est résulté que, lorsque M. Appert a reçu la signification de l'acte respectueux par lequel sa fille lui demandait ses conseils préalablement au mariage, il lui a été impossible de les lui porter, en quelque sorte en pays ennemi. M. Appert ajoute que c'est précisément à l'occasion du mariage de M^{me} Picard qu'il s'est brouillé avec cette dame, qui n'ayant pas obtenu le consentement de ses parens, avait, comme on dit, rendu le mariage nécessaire, et qui disait hautement : « Je veux que Clotilde se marie comme moi. » Cependant, à entendre M^{lle} Clotilde, elle n'a jamais refusé d'écouter son père, elle lui a proposé même de le voir chez le maire de Givry, village où elle s'était retirée; il y a même eu chez ce fonctionnaire réunion entre la mère et la fille; mais M. Appert, ainsi que l'atteste le maire, a déclaré qu'il ne voulait pas la voir et lui parler.

Dans ce conflit d'allégations réciproques, le Tribunal de première instance de Sainte-Menehould a pensé que l'influence de la famille Boiteux, le choix de la retraite de M^{lle} Appert, enfin la passion que décelait la conduite de cette jeune personne ne lui laissait pas une entière liberté pour recevoir et apprécier les conseils qui devaient l'éclairer sur l'importance et la solennité du lien qu'elle voulait contracter; et il a ordonné que M^{lle} Appert se retirerait pendant un mois dans une maison convenue avec son père, sinon dans une maison d'éducation où elle recevrait les conseils de son père.

Appel a été interjeté de cette décision, qui retarde l'accomplissement de vœux formés depuis plusieurs années. M^e Legras pour M^{lle} Clotilde Appert, a soutenu en principe, que les premiers juges avaient dépassé les prescriptions de la loi, en assujettissant sa cliente à d'autres délais et formalités que les actes respectueux, lors surtout que le Code civil ne laisse qu'aux époux eux-mêmes à attaquer le mariage qui aurait été contracté pour défaut de liberté. Il a rappelé, entre autres arrêts, celui rendu le 21 avril 1836, par la 1^{re} chambre de la Cour royale de Paris, dans la cause de la demoiselle Vêrest, qui fut déclarée être en état de liberté, bien qu'elle se fût retirée, à l'époque des actes respectueux qu'elle avait signifiés, au domicile de son prétendu.

Au nom de M. Appert, M^e Dupin, après le récit des faits que nous venons de rapporter, a justifié, par l'exposé même des motifs du Code civil, et par plusieurs arrêts des Cours d'Aix, Grenoble et Paris, la faculté accordée aux juges de prendre les mesures convenables pour s'assurer de l'entière liberté et de la persévérance de la volonté de l'enfant qui veut contracter mariage. « Se voir et s'expliquer, disent les motifs du Code, c'est bien souvent entre un père et son enfant rétablir aussitôt l'harmonie. » Or, dans l'espèce, M. Appert n'a pu chercher cette intimité d'explications dans la retraite qu'avait choisie sa fille : il y a de plus, et de plus le procès, la porte de la dame Picard, qui donne asile à M^{lle} Clotilde, a été fermée au père quand il s'est présenté.

M. Montsarrat, substitut du procureur-général, n'a vu qu'une sage précaution dans la mesure prescrite par le Tribunal, pour s'assurer de l'indépendance de volonté de M^{lle} Appert. Conformément à ses conclusions, la Cour, adoptant les motifs des premiers juges, a confirmé le jugement, en ajoutant qu'en cas de discord entre le père et la fille, sur le choix de la maison où elle devait se retirer, ce choix serait fait par le président du Tribunal de première instance de Sainte-Menehould.

— Le délai d'appel d'un jugement rendu par défaut contre avoué, ne court pas de plein droit à partir de l'expiration de la huitaine de la signification à avoué, jour où l'opposition n'est plus recevable : il faut, pour faire courir ce délai, que le jugement ait été signifié à partie.

Ainsi jugé le 29 novembre par arrêt de la Cour de cassation (chambre civile), qui, sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat-général, casse un arrêt de la Cour royale de Nîmes, en date du 23 avril 1833.

(Voir, dans le même sens, deux arrêts de la Cour de cassation des 18 décembre 1815 et 24 avril 1816.)

— Les Tribunaux français sont-ils compétens pour statuer sur une demande en pétition d'hérédité formée par un Français contre un individu se disant étranger, mais domicilié en France, alors que cette demande aurait pour résultat nécessaire de mettre en question l'état d'enfant légitime et la qualité d'étranger invoqués par le défendeur ? (Oui.)

Ainsi jugé par la 1^{re} chambre du Tribunal de première instance, présidée par M. Buchot, sur les plaidoiries de M^e Duvergier et Thureau. Il s'agissait, dans l'espèce, d'une demande intentée par le sieur Ernouf contre la mineure Schuckard, à fin de délaissement des biens par elle recueillis dans la succession de sa mère.

Cette question de délaissement se trouve subordonnée à celle de la nullité du mariage dont est issue la mineure. Ce mariage, contracté en France entre une étrangère et un Français, devait-il être célébré, à peine de nullité, devant l'officier de l'état civil ? Dans tous les cas, et quoique nul, serait-il susceptible de produire des effets civils à l'égard des enfans ?

Telles sont les questions qui seront discutées lorsqu'on plaidera au fond. Mais quant à présent, le Tribunal, devant lequel on a agité aujourd'hui la question de compétence, a statué en ces termes :

« Attendu que le demandeur est français; que, par cela seul, aux termes de l'art. 14 du Code civil, l'action serait valablement portée devant les Tribunaux français;

» Que, d'ailleurs, la défenderesse est domiciliée en France, à Paris, puisqu'en sa qualité de mineure elle ne peut avoir d'autre domicile que celui de son tuteur;

» Attendu qu'il s'agit d'une véritable action en pétition d'hérédité, et que la demande en nullité du mariage n'est qu'un moyen de l'appui de cette action;

» Attendu que l'hérédité s'étant ouverte en France, les Tribunaux français sont évidemment compétens;

» Le Tribunal retient la cause. »

— Ne nous étonnons pas si les hauts emplois de l'administration excitent tant de brigues et sont recherchés avec tant d'avidité. La vacance de la place de concierge de la Cour royale, par le décès de M. Calais, à l'âge de 76 ans, a fait éclore depuis environ six semaines, une multitude de prétentions rivales. Les concurrents se sont trouvés enfin réduits à quatre, dont les titres divers semblaient se balancer d'une manière presque égale. La Cour royale devait prononcer sur leurs prétentions dans l'assemblée générale des chambres qui a précédé, le 22 de ce mois, l'audience solennelle. Après un court débat, la nomination a été renvoyée à la commission des dépenses de la Cour, formée de M. le premier président, de MM. Brisson et Dupuy, conseillers. Pendant six jours les droits des candidats ont été de nouveau pesés. La commission s'est enfin prononcée en faveur du sieur François, garçon de salle, attaché à l'une des chambres civiles.

— M. Buffereau, commissaire de police du quartier du faubourg Montmartre, est mort ce matin dans son domicile, rue de Bellefonds, 22. Depuis long-temps ce fonctionnaire était atteint d'une maladie qui laissait peu d'espoir de guérison.

— L'affaire des nommés Oursel et Fontelle, accusés d'avoir formé entre eux un complot ayant pour but d'attenter à la vie du Roi, lequel a été suivi d'actes commis pour en préparer l'exécution, est indiquée au 15 décembre, sous la présidence de M. Grandet.

A l'égard de celle concernant les nommés Leprestre, Dubocage, Castaud, Chouette, Dubos, Paquet, Daussin, Bruna, Marete, Parent, Pothier, Hennin et Poussard, ce dernier absent, accusés d'avoir pris part à un complot contre la sûreté de l'Etat, de rebellion contre les agens de force publique et de tentative de meurtre envers un commissaire de police, elle sera jugée dans la deuxième quinzaine de décembre, sous la présidence de M. Moreau.

— Le nommé Dapetie, renvoyé devant la Cour d'assises sous la prévention d'offense envers le Roi, comparaitra le 12 du mois prochain.

— Le nommé Dupuis, âgé de 25 ans, ouvrier chaussonnier, demeurant rue de la Tixeranderie, semblait depuis quelque temps en proie à un chagrin profond. Il y a peu de jours, il annonça à sa maîtresse qu'il ne la verrait plus, à cause d'un grand voyage qu'il avait à faire. Celle-ci revint plusieurs fois pour le voir, sans le rencontrer.

Ses voisins, soupçonnant un suicide, avertirent l'autorité, et M. le commissaire de police se rendit aussitôt sur les lieux. En pénétrant dans un étroit cabinet qui faisait partie du logement de Dupuis, on l'aperçut assis devant une table, dans l'attitude d'un homme endormi. Il n'existait plus. Près de lui il y avait un rechaud plein de charbon, à demi-consumé, et sur la table se trouvaient plusieurs lettres écrites par Dupuis, pendant ses dernières heures d'agonie. Dans la première, adressée à M. le commissaire de police Vassal, il s'exprimait ainsi :

« N'accusez personne de ma mort; je n'ai fait qu'un court voyage et déjà je suis fatigué de la vie. Ne croyez pas, comme on l'a dit, que ce soit paresse; mais j'ai la vue faible, et je crains de devenir à charge aux autres. Veuillez je vous prie, faire remettre aux personnes auxquelles elles sont adressées, les autres lettres que vous trouverez sur cette table. »

La seconde lettre destinée à l'un de ses camarades d'enfance était ainsi conçue :

« Tu feras part à ma mère de ma mort qui ne doit pas tarder à arriver. On m'a calomnié près d'elle et j'ai depuis long-temps juré de me venger. Tu dois comprendre quelle peut être la vengeance d'un homme assez courageux pour se donner la mort de sang-froid. Je sens déjà des bourdonnemens dans la tête; console ma bonne mère; dis lui que je n'étais pas heureux. Adieu mon cher ami, je te quitte pour m'occuper d'une femme qui m'a toujours consolé. »

Dans la troisième lettre adressée à sa maîtresse, il s'exprimait ainsi :

« Je t'avais promis, ma chère amie, qu'à toi seraient mes derniers soupirs. Je suis en présence de la mort, et je te fais mes adieux. Ma vue était trop faible pour que je pusse gagner ma vie; je ne voulais être à charge à personne. Ma tête en ce moment est bien lourde; les verres de mes lunettes se couvrent de la buée du charbon; la lumière que produit ma chandelle est faible comme celle qui éclaire le corps d'un mort; elle s'éteint, et me voici dans l'obscurité pour toujours. Placé près des toits, j'entends tomber la pluie; je serai mouillé dans mon dernier voyage; c'est fort désagréable pour un mort; mais ceux qui me suivront à ma dernière demeure n'en seront pas plus secs non plus... »

Ici la plume a tracé des mots indéchiffrables.

— Hier, à dix heures du matin, la dame Chevrier, marchande des quatre saisons, passait rue Beaubourg, lorsqu'elle fut heurtée violemment par un individu qui en poursuivait un autre. Ayant ressenti aussitôt une assez vive douleur au côté, elle y porta la main qu'elle retira tout ensanglantée. Elle avait reçu un coup de couteau que le dernier de ces individus avait probablement voulu porter au premier. A la vue de son sang qui jaillissait, la dame Chevrier perdit connaissance; les passans l'entourèrent alors et lui prodiguèrent leurs soins; mais chacun ignorant la cause de la blessure, ne pensa pas à arrêter les deux inconnus, qui disparurent bientôt.

— EXHUMATION DE M^{me} MALIBRAN. — La décision de la Cour consistoriale de Chester, relative à l'exhumation de M^{me} Malibran, et que la Gazette des Tribunaux s'est empressée de faire connaître, continue d'occuper les esprits à Manchester et à Londres. M. Joseph Ewart a publié une lettre apologétique de la conduite de M. de Bériot, mari de l'admirable cantatrice. M. Bagshaw y a répondu dans le journal intitulé le Gardien de Manchester.

M. Bagshaw commence par rappeler les pouvoirs donnés par écrit à l'un des notables habitans de la ville, et conçus dans les termes les plus explicites :

« J'autorise par ce présent M. Beale à régler tout ce qui concerne les obsèques de M^{me} de Bériot. Je desire qu'elle soit enterrée d'une manière décente et dans la forme qu'il jugera convenable. Je demande aussi que l'on place sur sa tombe une petite pierre avec une inscription en l'honneur de sa mémoire. Mon intention est que personne ne soit admis à faire le portrait de la défunte par dessin, peinture, moulage ou autrement.

» Manchester, 24 septembre 1836.